

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
Service Risques et Installations Classées de Paris et des Hauts-  
de-Seine  
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 19/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **RATP PHT RENE COTY**

61 avenue René Coty  
75014 PARIS

n° Dossier : 5673 (E) / 0007404148

Rubriques ICPE:

- 2910-A-1 (E)
- 4734-2-c (DC)

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2022 dans l'établissement RATP PHT RENE COTY implanté 61 avenue René Coty 75014 PARIS. L'inspection a été annoncée le 07/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection de l'établissement a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RATP PHT RENE COTY
- 61 avenue René Coty 75014 Paris
- Code AIOT dans GUN : 0007404148
- Régime : Enregistrement

L'établissement est un poste haute tension au sein duquel la RATP exploite une installation de combustion (groupe électrogène mu par une turbine) et une installation de stockage de liquides inflammables (fioul domestique).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- surveillance et propreté des installations;
- combustibles et produits dangereux;
- implantation, contrôle et mise en sécurité de l'installation de combustion;

- recensement des risques et des dangers;
- moyens de lutte contre l'incendie;
- installations électriques;
- émissions dans l'eau;
- émissions dans l'air;
- efficacité énergétique;
- surveillance des émissions sonores.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Emissions dans l'eau - Fréquence	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 84	/	Lettre de suite préfectorale
Dispositif séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 15/01/2003, article 44	/	Mise en demeure, respect de prescription
Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30	/	Sans objet
Propreté de l'installation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 17	/	Sans objet
Caractéristiques des combustibles	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8	/	Sans objet
Produits dangereux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16	/	Sans objet
Turbine - Implantation et aménagement	Arrêté Préfectoral du 15/01/2003, article 6	/	Sans objet
Turbine - Contrôle et mise en sécurité	Arrêté Préfectoral du 15/01/2003, article 17	/	Sans objet
Exploitation - Recensement des risques et dangers	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15	/	Sans objet
Exploitation – Procédure de redémarrage	Arrêté Préfectoral du 15/01/2003, article 25	/	Sans objet
Exploitation - Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21	/	Sans objet
Exploitation - Vérification périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32	/	Sans objet
Installations électriques - Vérification périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24	/	Sans objet
Emissions dans l'eau - Point de rejet et de prélèvement	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 42	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Emissions dans l'eau - Valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 15/01/2003, article 41	/	Sans objet
Emissions dans l'air - Point de rejet	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 52	/	Sans objet
Emissions dans l'air - Valeurs limites	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59	/	Sans objet
Emissions dans l'air - Fréquence	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 80	/	Sans objet
Prévention des nuisances sonores	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 69.4	/	Sans objet
Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 15/01/2003, article 53	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points de contrôles retenus dans le cadre de cette visite d'inspection sont en majorité conformes à l'exception du séparateur d'hydrocarbures mais certains documents présentés appellent des remarques de la part de l'inspection des installations classées auxquelles l'exploitant doit apporter des éléments de réponse.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Surveillance de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérations d'exploitation se font sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne désignée par l'exploitant. Cette personne a une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Une clôture ou un mur d'une hauteur minimale de 2 mètres entoure l'installation ou l'établissement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que le responsable de l'établissement est M. Sylvain JOUANNEAU, responsable du pôle exploitation et maintenance du réseau haute tension chez RATP Infrastructures, et a précisé que ce dernier sera remplacé à partir du 01/07/2022. La visite d'inspection a permis de constater que les personnes étrangères n'ont pas un accès libre à l'établissement: portail et clôture pour accéder au site depuis l'avenue René Coty, porte fermée fonctionnant avec clés et badge pour accéder à l'intérieur du poste haute tension.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Propreté de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 17
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> Ce point est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Caractéristiques des combustibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8
<b>Thème(s) :</b> Registre des combustibles
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature. [...] A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que le seul combustible utilisé dans l'installation est le fioul domestique (FOD) et a présenté le carnet de mouvement dans lequel sont consignés les niveaux mesurés au droit des cuves A et B (fréquence bi-mensuelle) ainsi que la nature des éventuels travaux réalisés. Ce document est disponible au niveau de la salle des commandes de l'installation de combustion (local GE, rez de chaussée).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité (FDS). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'il dispose d'une cinquantaine de FDS pour les produits mis en oeuvre au sein de poste haute tension René Coty. Il a précisé que les fiches correspondent aux produits de maintenance tels que des huiles ou des aérosols. Les documents sont disponibles au format numérique dans la base de données GMAO (gestion de la maintenance assistée par ordinateur) de la RATP. Les documents ne sont pas disponibles au format papier au sein de l'établissement mais les opérateurs peuvent y accéder étant donné qu'ils sont équipés d'une tablette numérique. L'exploitant a également indiqué que les opérateurs reçoivent une formation relative aux produits chimiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Turbine - Implantation et aménagement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2003, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Caisson
<b>Prescription contrôlée :</b> La turbine est installée dans un caisson. Des mesures de protection sont prises (mur résistant à la surpression, etc.) afin de contenir les effets d'une explosion à l'intérieur des limites de propriétés.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par courriel du 14/04/22 la version 0 du plan de détection et d'extinction incendie créée le 17/03/22. Ce document indique que le groupe électrogène (GE) est situé au rez-de-chaussée dans le local GE et que cet équipement est installé dans un caisson équipé d'un système de détection de flamme, d'un système d'extinction par sprinklers et de plusieurs volets obturateurs. La visite d'inspection a permis de vérifier que l'équipement est bien installé dans un caisson disposant d'un système de détection de flammes, d'un système d'extinction par sprinklers et de plusieurs volets obturateurs. Le local dans lequel est implanté l'équipement dispose de murs fusibles et il est séparé de la salle des commandes par des parois vitrées. L'exploitant a indiqué que c'est le caisson qui permet de contenir les effets d'une explosion à l'intérieur des limites de propriété.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Turbine - Contrôle et mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2003, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> La turbine doit être équipée de dispositifs permettant de contrôler son bon fonctionnement et en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.
<b>Constats :</b> La visite d'inspection a permis de constater que la turbine est équipée d'un système de détection de flammes et d'un système de détection incendie. L'exploitant a indiqué que l'installation est pilotée et contrôlée à distance depuis le PCEM (poste de commande électrique de maintenance) ou directement depuis la salle des commandes sur site. L'autorisation d'accéder au caisson doit être préalablement demandé au PCEM avant toute intervention sur site. L'exploitant a indiqué que le démarrage de l'installation est réalisé directement depuis le PCEM en cas de situation d'urgence et que le pilotage se fait ensuite depuis le site une fois que les équipes dédiées sont arrivées sur place (le poste haute tension René Coty étant un site non-habité). En cas d'incident, le pilotage de l'installation est réalisé depuis le PCEM et une équipe d'opérateurs est envoyé sur site en parallèle. L'exploitant a indiqué que tout défaut lié à un équipement, à l'incendie ou à un problème d'exploitation est remonté au niveau du PCEM qui assure une surveillance globalisée du site 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. L'exploitant a indiqué qu'une révision complète de l'installation de combustion est effectuée tous les ans et que des opérations/vérifications de maintenance sont réalisées mensuellement. L'ensemble des ces événements sont enregistrés dans la base de données GMAO.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Exploitation - Recensement des risques et dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant signale la nature du risque dans chacune de ces parties sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par courriel du 14/04/22 un document intitulé "Rubriques ICPE et zone de dangers" comportant un plan du rez-de-chaussée (RDC) et un plan du premier niveau de sous-sol (SS1) de l'établissement. La version 0 de ce document a été créée le 17/03/22. Ce document recense les activités et équipements susceptibles d'être classés ICPE suivantes: <ul style="list-style-type: none"><li>• au RDC: une turbine et des gaz SF6;</li><li>• au SS1: 2 cuves à fioul domestiques.</li></ul> Seuls les risques incendie et atmosphère explosive sont recensés au droit des cuves. L'exploitant a indiqué que la version 0 du document a été créée au mois de mars 2022 étant donné que les documents existaient auparavant au format papier et non au format numérique. La visite d'inspection a permis de constater que des panneaux indiquant la nature des risques et les consignes à suivre sont présents au droit des zones à risques de l'établissement. <b>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il doit recenser l'ensemble des risques susceptibles de survenir au sein de l'établissement et qu'il ne doit pas se limiter à ceux pouvant être générés par des installations relevant de la nomenclature des ICPE.</b> <b>L'inspection des installations classées rappelle également à l'exploitant qu'il lui appartient de corriger les coquilles relevées dans le document présenté.</b> <b>Des précisions doivent être apportées par l'exploitant à propos des quantités totales de gaz SF6 présentes au sein de l'établissement.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Exploitation – Procédure de redémarrage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2003, article 25
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toute disposition, à la suite d'un arrêt pour incident, pour en identifier l'origine et y remédier avant tout redémarrage ; les procédures autorisant le redémarrage doivent être scrupuleusement respectées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par courriel du 14/04/22 le document "Consignes d'unité - Version 1 du 23 mars 2005" regroupant les consignes d'exploitation du groupe électrogène turbo-alternateur des postes haute tension RATP Ney et RATP René Coty. Il est indiqué que l'installation est télécommandée et télécontrôlée depuis le PCEM et que le démarrage du groupe peut être réalisé depuis le PCEM ou depuis le PHT. La partie 2.2 du document est relative aux vérifications préliminaires à la mise en service de l'installation: <ul style="list-style-type: none"><li>• contrôles avant chaque prévision de démarrage (circuits huile, fuel, égouttures autres contrôles);</li><li>• contrôles hebdomadaires (circuits huile, pneumatique incendie, batterie et moteur de démarrage.</li></ul> L'exploitant a indiqué qu'il y avait un seul et unique protocole pour le redémarrage de l'installation, que cette opération ait lieu en période de fonctionnement normal ou ou après un arrêt pour incident (volonté d'harmonisation afin de faciliter le travail des équipes de maintenance).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Exploitation - Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>2. De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 15 ;</li><li>3. [...]</li><li>4. D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</li></ol> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 14/04/22 la version 0 du plan de détection et d'extinction incendie créée le 17/03/22.</p> <p>Ce document indique que l'établissement est équipé de dispositifs de détection et d'extinction incendie réparties sur les niveaux suivants: salle de commande, local batteries, rez-de-chaussée et premier niveau de sous sol. Ces équipements sont du type détecteurs de fumées au plafond, détecteur de fumées Phénix, sprinklers, bouteilles de CO2 pour les transformateurs, etc.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 14/04/22 le dernier rapport de vérification des extincteurs. Les extincteurs CO2 ont été mis en service entre avril 2012 et janvier 2018. Les extincteurs à poudre ont été mis en service en janvier 2018. Ces équipements de la marque EUROFEU ont tous été vérifiés en septembre 2021.</p> <p><b>L'exploitant doit apporter des précisions à propos des intervenants ayant réalisé la campagne de vérification de septembre 2021 (identité et fonction, attestation de formation, etc.).</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Exploitation - Vérification périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Règles générales : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique, l'étalonnage le cas échéant et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites dans un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. II. Contrôle des appareils de combustion : Sans préjudice de la réglementation relative aux équipements sous pression, les systèmes de sécurité intégrés dans les appareils de combustion sont régulièrement contrôlés conformément aux préconisations du constructeur spécifiques à chacun de ces équipements. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites dans un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par courriel du 14/04/22 les rapports de révision incendie des équipements suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>• transformateurs A et B (rapport du 29/11/21);</li><li>• locaux divers PHT (rapport du 01/09/21);</li><li>• blindé (rapport du 29/11/21);</li><li>• groupe électrogène (rapport du 11/02/21).</li></ul> L'exploitant a indiqué qu'une révision complète du système incendie est réalisée tous les 6 mois en parallèle des opérations de maintenance ponctuelle mensuelles. Ces opérations sont enregistrées dans le registre de sécurité du site ainsi que dans la base de données GMAO. L'exploitant a transmis les derniers rapports des révisions incendie réalisée en 2021 au niveau des transformateurs A et B, des locaux divers, du blindé et du groupe électrogène. <b>Des éléments de précision doivent être apportés à propos des points pour lesquels il est indiqué "mauvais".</b> L'exploitant a indiqué qu'une révision complète de l'installation de combustion (groupe électrogène) est réalisée une fois par an. Des opérations de tests avec démarrage du groupe électrogène sont réalisées tous les mois. Cette installation fonctionne environ 2 à 3 heures par mois, pour une durée moyenne de fonctionnement de 35 heures par an. L'ensemble des opérations de maintenance, rondes d'essais, calculs des niveaux des cuves après essais, etc. est enregistré dans le livret de suivi du groupe électrogène disponible sur site ainsi que dans la base de données GMAO.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques - Vérification périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par courriel du 14/04/22 les documents suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>• rapport de vérification des installations électriques APAVE du 20/10/20;</li><li>• rapport de vérification des installations électriques APAVE du 27/08/21.</li></ul> Il a indiqué que l'ensemble des vérifications périodiques des installations électriques est enregistré dans la base de données GMAO. Le rapport du 20/10/20 indique que la précédente campagne de vérification des installations électriques avait été réalisée le 31/07/19. Les rapports indiquent les points suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>• des documents nécessaires à la vérification sont incomplets ou n'ont pas été fournis par l'exploitant;</li><li>• certains essais de dispositifs différentiels n'ont pu être réalisés que partiellement;</li><li>• la continuité à la terre de certains appareils d'éclairage n'a pu être vérifiées;</li><li>• certaines pièces de l'établissement étaient fermées et que les installations électriques qui s'y trouvent n'ont pas pu être contrôlées.</li></ul> L'inspection des installations classées note que les remarques de l'organisme agréé APAVE sont reconduites d'une année sur l'autre. Les installations basse tension de l'établissement ont fait l'objet de plusieurs observations en 2021 et 2020 dont certaines sont récurrentes. L'examen des prescriptions applicables réalisé en 2020 et en 2021 met en avant plusieurs non-conformités. Des remarques sont également présentées par APAVE dans la partie relative aux résultats des mesurages et des essais. <b>L'exploitant doit apporter des éléments de précision à propos des remarques et observations mentionnées par l'organisme agréé dans les rapports de vérification des installations électriques. Il appartient également à l'exploitant de mettre en oeuvre les actions nécessaires à la levée des non-conformités relevés par l'APAVE.</b> L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que la prochaine campagne de vérification des installations électriques seraient réalisée par le département RATP M2E (Maintenance des Equipements et Systèmes des Espaces).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Emissions dans l'eau - Point de rejet et de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Il existe un seul point de rejet des eaux résiduaires et sanitaires. Il est situé au niveau de l'entrée du site, à proximité immédiate du portail d'accès depuis l'avenue René Coty.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Emissions dans l'eau - Valeurs limites

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2003, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets des eaux résiduaires de l'établissement doivent répondre aux caractéristiques et concentrations suivantes : [...] Ces valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24h et s'appliquent à des effluents bruts non décantés et non filtrés (sauf stipulation contraire de la norme), sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par courriel du 14/04/22 les documents suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>• rapport de contrôle APAVE relatif aux rejets des eaux résiduaires des 12 et 13/11/18;</li><li>• rapport de contrôle APAVE relatif aux rejets des eaux résiduaires des 12 et 13/08/21.</li></ul> En 2018, les paramètres contrôlés sont le pH, les matières en suspension (MES), la demande chimique en oxygène (DCO) et les hydrocarbures totaux (HC) conformément à la condition 41 de l'arrêté préfectoral du 15/01/03. Les résultats sont conformes aux valeurs limites réglementaires. Le rapport de 2021 indique qu'il n'y a eu aucun écoulement sur la période de réalisation des mesures et qu'aucune non-conformité n'a donc dû être constatée. <b>L'exploitant doit apporter des éléments de précision à propos de l'absence de mesure réalisée en 2021 et des paramètres retenus dans le cadre de la surveillance des eaux résiduaires rejetées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Emissions dans l'eau - Fréquence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 84
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b> Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de vingt-quatre heures. [...] Lorsque les polluants subissent, au sein du périmètre autorisé, une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution. Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par courriel du 14/04/22 les documents suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>• rapport de contrôle APAVE relatif aux rejets des eaux résiduaires des 12 et 13/11/18;</li><li>• rapport de contrôle APAVE relatif aux rejets des eaux résiduaires des 12 et 13/08/21.</li></ul> <b>Le rapport de 2021 indique qu'il n'y a eu aucun écoulement durant la campagne de mesures et qu'il n'a donc pas été possible d'obtenir des résultats.</b> <b>La fréquence de mesures des paramètres relatifs aux eaux résiduaires n'est de plus pas respectée par l'exploitant.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Dispositif séparateur d'hydrocarbures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2003, article 44
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de lavage des sols et les divers écoulements ne peuvent être évacués qu'après avoir traversé au préalable un dispositif séparateur d'hydrocarbures à moins qu'ils ne soient éliminés conformément au titre VII.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le plan de recollement des réseaux d'assainissement de l'établissement version A du 08/04/2021. Ce document indique que l'établissement dispose des points de rejets suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>• rejet des eaux pluviales de toiture du côté des voies de la ligne RER B;</li><li>• rejet des eaux industrielles, sanitaires et pluviales du côté de l'avenue René Coty.</li></ul> <b>L'exploitant a indiqué que le réseau n'est pas équipé d'un séparateur d'hydrocarbures.</b> L'exploitant a également informé l'inspection des installations classées que le site est équipé depuis 2021 d'un ballon obturateur dont la commande manuelle est situé sur la zone extérieure à l'entrée de l'établissement. En cas de pollution accidentelle, un kit de dépollution est également disponible à l'intérieur du poste haute tension.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Emissions dans l'air - Point de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 52
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie. Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.
<b>Constats :</b> L'installation de combustion est équipée d'un seul point de rejet à l'atmosphère. Cet élément est située au droit de la toiture terrasse du poste haute tension.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Emissions dans l'air - Valeurs limites

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les valeurs limites d'émission du présent article sont applicables. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par courriel du 14/04/22 les documents suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>• rapport de contrôle APAVE relatif aux rejets atmosphériques du 06/09/19;</li><li>• rapport de contrôle APAVE relatif aux rejets atmosphériques du 01/07/21.</li></ul> Les paramètres contrôlés sont l'oxyde de soufre SO <sub>2</sub> (2019 et 2021) et les oxydes d'azote NO <sub>x</sub> (2019). La valeur limite réglementaire est respectée pour les NO <sub>x</sub> . Il n'y a pas de valeur limite réglementaire pour l'oxyde de soufre. La vitesse d'éjection des gaz est conforme à la valeur limite prescrite par le point A de l'article 55 de l'arrêté du 03/08/2018. Les rapports mettent en avant les non-conformités et remarques suivantes: <ul style="list-style-type: none"><li>• longueur droite amont insuffisante (2019);</li><li>• longueur droite aval insuffisante, la mesure a été faite au débouché (2019 et 2021);</li><li>• température des gaz élevée dans le conduit (2019 et 2021).</li></ul> <b>L'exploitant doit apporter des éléments de précision sur ces 3 points.</b> Il est indiqué dans le rapport de 2019 que la mesure de monoxyde de carbone CO n'a pas été réalisée par l'organisme agréé à la demande de l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Emissions dans l'air - Fréquence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 80
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 heures pour lesquels l'exploitant s'est engagé à faire fonctionner leur appareil moins de 500 heures par an, au lieu des fréquences au présent chapitre, des mesures périodiques des rejets atmosphériques sont exigées a minima : - toutes les 1 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est comprise entre 1 MW et 20 MW, toutes les 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 20 MW. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par courriel du 14/04/22 les documents suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>• rapport de contrôle APAVE relatif aux rejets atmosphériques du 06/09/19;</li><li>• rapport de contrôle APAVE relatif aux rejets atmosphériques du 01/07/21.</li></ul> L'exploitant a indiqué que le poste haute tension René Coty est une installation qui fonctionne en moyenne 35 heures par an. La fréquence de réalisation des analyses des rejets atmosphériques est donc respectée par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Efficacité énergétique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO2). [...] Pour les installations de puissance supérieure ou égale à 20 MW, l'exploitant fait réaliser tous les dix ans à compter de l'autorisation « ou de l'enregistrement », par une personne compétente, un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a présenté aucun rapport relatif à l'examen de l'installation et de son mode d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale



**Nom du point de contrôle :** Prévention des nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2003, article 53
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles suivantes : [...] De plus, le bruit en limite de propriété de l'installation ne doit pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par courriel du 14/04/22 le rapport d'essai n°2100246 relatif aux mesures de suivi des émissions sonores réalisées du 01/07/21 au 05/07/21 par le laboratoire des essais et mesures du département de la valorisation immobilière, achats et logistiques de la RATP. Le document indique que le site a fait l'objet de mesures antérieures en 2018 (rapport n°180277 avec 3 points de non-conformités relevés). Les mesures ont été réalisées au droit de 4 points situés en toiture du bâtiment. Les résultats obtenus pour les points de mesures 1, 3 et 4 sont conformes aux prescriptions réglementaires pour les valeurs en limites de propriété et pour les émergences. Le rapport indique qu'aucune tonalité marquée n'a été identifiée au cours de cette campagne de mesures. Les résultats obtenus au droit du point de mesures 2 sont conformes aux prescriptions réglementaires pour les émergences et pour les valeurs en limites de propriété en période diurne. <b>La valeur mesurée en limite de propriété en période diurne est égale à 61.5 dB soit une valeur supérieure à la valeur limite de 60 dB.</b> L'auteur du rapport indique que le dépassement est lié à la circulation sur la ligne du RER B et informe que le niveau recalculé est égal à 48 dB. <b>Au vu de l'implantation et des résultats pour l'ensemble des 4 points de mesures, l'exploitant doit apporter des précisions à propos du dépassement mesuré en période nocturne au droit du point 2. De plus, l'analyse complémentaire mentionnée dans le rapport ne semble pas présente dans le document.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Prévention des nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 69.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquences
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant, par un organisme qualifié, à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que des mesures sont réalisées tous les 3 ans dans le cadre de la surveillance des émissions sonores de l'établissement. Il a également précisé que le site n'avait jamais fait l'objet d'une plainte pour nuisances sonores.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet